



PREFET DE LOIR ET CHER

 **COPIE**

Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement Centre

Blois, le

**30 MAI 2012**

Unité territoriale de Loir-et-Cher

Société Beauce Sologne Travaux Publics  
(BSTP)

Chemin des Grands Champs  
BP 3413

41034 BLOIS CEDEX

**Rapport de l'inspection des installations classées**

**Monsieur le Préfet de LOIR ET CHER**

**Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations**

Par lettre en date du 30 septembre 2010, Monsieur agissant en qualité  
de Directeur Général de la société Beauce Sologne Travaux Publics (BSTP), dont le siège  
social est situé Chemin des Grands Champs à Blois 41000, a sollicité l'autorisation  
d'exploiter une carrière à ciel ouvert de matériaux calcaires sur le territoire de la commune  
d'Averdon au lieu-dit « La Saule ».

A cet effet, un dossier, auquel ont été annexées notamment une étude d'impact et une étude  
de dangers, a été déposé le 8 mars 2010, complété le 8 octobre 2010 et reconnu  
formellement recevable par le service d'inspection le 15 décembre 2010.

## **1. OBJET DE LA DEMANDE**

### **1.1. Nature et volume des activités**

Les activités classables relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article L.512-1 du  
Code de l'Environnement, au titre des rubriques 2510.1 et 2515.1 de la nomenclature des  
installations classées. L'ensemble des rubriques concernées par le projet est présenté dans  
le tableau ci après.

49 bis rue Laplace  
41000 BLOIS

Tél. : 02 54 74 98 80 Fax : 02 54 74 08 09  
[www.centre.developpement-durable.loirval.fr](http://www.centre.developpement-durable.loirval.fr)



Rubrique	Désignation	Régime	Volume	Installation
2510.1°	Exploitation de carrière	A	150000 t/an (moyenne) 200000 t/an (maximum)	Carrière
2515.1°	Traitement de matériaux : concassage, criblage. La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 200 kW.	A	Puissance de 700 kW	Installation de traitement *
2517.2°	Station de transit de produits minéraux, la capacité de stockage étant supérieure à 15000 m <sup>3</sup> mais inférieure à 75000 m <sup>3</sup> .	D	Capacité de stockage de 50000 m <sup>3</sup> .	Stockage

A autorisation  
D déclaration

\* Installation de traitement mobile pendant la première phase quinquennale et fixe pendant les cinq phases suivantes.

La demande d'autorisation porte sur une durée de 30 ans.

## **1.2. Description de l'établissement et historique administratif**

La société BSTP est une entreprise de travaux publics implantée en plusieurs sites de la vallée de la Loire entre Orléans et Tours. Elle exploite également une plate-forme de valorisation de matériaux sur le territoire de la commune de Villebarou.

La société BSTP fait partie depuis 2006 du groupe Nivet et bénéficie à ce titre de son expérience pour l'exploitation des carrières. En effet, le groupe Nivet exploite des carrières depuis 1929.

## **1.3. Présentation de la demande**

La demande porte sur l'autorisation d'exploiter d'une carrière à ciel ouvert de matériaux calcaires sur le territoire de la commune d'Averdon au lieu-dit « La Saule ».

Le périmètre de la demande d'autorisation d'exploiter couvre sur une superficie globale de 33 ha 23 a 11 ca dont 20 ha 73 a effectivement exploitables.

Les parcelles cadastrées concernées par le projet sont récapitulées dans le tableau suivant :

Désignation cadastrale	Lieu-dit	Surface concernée par la demande (ha, a, ca)			Surface exploitable (ha, a, ca)		
ZK 17	La Saule	30	48	98	19	61	00
ZK 19	La Saule	2	74	13	1	12	00
Total		33 ha	23 a	11 ca	20 ha	73 a	00 ca

La demande d'autorisation porte sur une durée de 30 ans comprenant 6 phases quinquennales d'exploitation. La capacité annuelle maximale d'extraction est de 200 000 tonnes (150 000 tonnes en moyenne annuelle) et la hauteur maximale du front de taille sera de 15 m.

La vocation principale de la remise en état finale de la carrière est un retour à l'état agricole. La remise en état sera progressive à mesure de l'avancement de l'extraction des matériaux. Le remblaiement partiel sera réalisé avec l'apport d'inertes de l'extérieur, de stériles de production et de terre végétale.

## **2. PROCEDURE D'INSTRUCTION**

### **2.1. Avis de l'autorité environnementale**

L'autorité environnementale a émis le 29 décembre 2010 un avis sur le dossier de demande d'autorisation d'exploiter. Cet avis a été joint au dossier lors de l'enquête publique. Cet avis de l'autorité environnementale a conclu que : « *Le contenu de l'étude d'impact et de l'étude des dangers est en relation avec l'importance des risques engendrés par l'installation, compte tenu de son environnement. Les impacts sont bien identifiés et bien traités. Le dossier prend bien en compte les incidences directes, indirectes, permanentes ou temporaires de l'installation sur l'environnement, pour l'ensemble des enjeux environnementaux identifiés.*

*La justification du projet quant à la prise en compte des objectifs de protection de l'environnement représentatifs du projet et en relation avec l'importance des risques et impacts potentiels engendrés par le projet.*

*Par ailleurs, au vu des impacts réels ou potentiels présentés, l'étude présente de manière précise les mesures pour supprimer et réduire les incidences liées au fonctionnement de l'installation. Ces mesures sont cohérentes avec l'analyse des enjeux environnementaux et les effets potentiels de l'installation ».*

### **2.2. Enquête publique**

L'enquête publique a été prescrite par arrêté préfectoral n°2011-027-0006 du 27 janvier 2011. Elle s'est tenue en mairie d'AVERDON entre le 14 mars et le 15 avril 2011. L'affichage de l'enquête publique concernait les communes de AVERDON, CHAMPIGNY EN BEAUCE, MAROLLES, MAVES, MULSANS et VILLERBON.

#### **2.2.1. Registre d'enquête et annexe**

13 remarques ou mentions ont été apposées sur le registre d'enquête dont une émanant d'une association de protection de la nature et une du représentant d'un établissement public intercommunal. Les 11 remarques restantes émanent de particuliers habitant dans le voisinage du projet.

Par ailleurs, 18 documents provenant d'associations ou de particuliers ont été adressés par voie postale ou par message électronique au commissaire enquêteur.

Hormis un avis favorable à la carrière, et un autre qui précise que ce dernier n'appelle pas de remarque, les autres avis exprimés sont défavorables ou émettent des réserves sur le projet.

Les différentes observations sont regroupées par thèmes :

- **Incidence du projet sur un site Natura 2000 :**

La majorité des contributions écrites apportées par des associations locales ou non et des particuliers concerne le problème de la nidification des busards. Bon nombre de ces personnes apportent leur soutien à l'association Loir et Cher Nature (LCN) qui a produit un mémoire de 24 pages accompagné de 7 annexes, 3 bulletins et 4 plaquettes.

LCN possède une longue expérience des observations de terrain, notamment en ce qui concerne les busards gris et les busards cendrés dans le périmètre de la ZPS Petite Beauce. LCN a ainsi procédé à une analyse critique de l'étude d'impact écologique et d'incidence Natura 2000 effectuée par le bureau d'études ECOSPHERE et oppose ensuite ses propres données chiffrées dans le temps et dans l'espace à celles de l'étude. En conclusion LCN précise que le site du projet constitue le meilleur site de reproduction du busard cendré et met en cause la société BSTP et les bureaux d'études qui auraient « probablement » volontairement sous-estimé la problématique « busards ».

- Incidence du projet sur la population des perdrix :

Ce point a été soulevé par le représentant de la Fédération de Chasse du Loir-et-Cher qui aurait souhaité que la Fédération qui gère un plan de chasse de cet oiseau depuis de nombreuses années soit consultée en amont du projet.

- Impact sur le paysage :

Deux riverains qui exploitent des gîtes de vacances à 1 km du projet font remarquer que l'étude d'impact du dossier néglige leur activité à vocation touristique car une vue directe sur la carrière existera depuis la terrasse d'un des gîtes.

- Impact lié aux poussières générées par l'exploitation :

Cet impact a été évoqué par plusieurs personnes, certaines parlant même d'un problème de santé publique.

- Incidence du bruit :

Cet impact a été souvent évoqué et notamment le bruit des camions, celui des engins évoluant à l'intérieur de la carrière, celui des broyeurs et concasseurs et celui des tirs de mines.

- Impact particulier des tirs de mines

Outre le bruit causé par les tirs, les problèmes liés aux vibrations ont été évoqués notamment par le propriétaire d'un bâtiment ancien et un éleveur de volailles, tous deux habitants du hameau « Les Tresseaux » situé à 1,5 km à l'Ouest du projet.

- Incidence sur la qualité des eaux souterraines :

Le président du syndicat des eaux d'Averdon qui est contre le projet craint que la proximité du projet avec le forage d'eau potable de la commune de Villiers entraîne des risques supplémentaires de pollution par les hydrocarbures et par les explosifs nitrés.

- Impact sur les terres agricoles

Plusieurs personnes ont regretté dans leurs observations que le projet concerne des terres agricoles de grande qualité agronomique et que l'aménagement routier prévu sur la RD 924 pour sécuriser l'accès à la carrière empiète sur des terrains agricoles situés à l'Est de la route.

- Impact de la circulation des poids lourds

De nombreuses observations font part de la crainte d'un accroissement important du nombre de poids lourds circulant sur la RD 924 qui pourrait entraîner des risques d'accident supplémentaires et une dégradation importante du revêtement de la route.

- Nombre excessif de carrières dans le secteur d'Averdon

Quelques particuliers ont fait part du nombre excessif de carrières dans le secteur d'Averdon..

### **2.2.2.Mémoire en réponse de l'exploitant**

La société BSTP a rédigé un mémoire en réponse remis au commissaire enquêteur le 4 mai 2011.

L'exploitant a répondu point par point à toutes les remarques formulées lors de l'enquête publique.

### **2.3. Avis du commissaire enquêteur**

Le 18 mai 2011, le commissaire enquêteur a émis un avis **favorable sous la réserve expresse**, qu'une expertise soit confiée au Muséum National d'Histoire Naturelle et que cette expertise aboutisse au constat que l'impact du projet, compte tenu des mesures compensatoires qui seront prescrites par cet organisme, peut être considéré comme négligeable sur la population des busards du secteur d'Averdon. Il a indiqué que dans le cas contraire, son avis devait être réputé défavorable.

L'avis favorable du commissaire enquêteur est également émis sous réserve de la réalisation des autres mesures compensatoires prévues dans le dossier initial et dans le mémoire en réponse de la société BSTP, ainsi que sous réserve du respect des prescriptions édictées par le préfet de région dans son arrêté du 16 février 2011 relatif à l'archéologie préventive sur le site.

Le commissaire enquêteur a également assorti son avis de recommandations dont certaines sont reprises dans la proposition d'arrêté préfectoral.

### **2.4. Avis des conseils municipaux**

#### **2.4.1. Avis du conseil municipal d'AVERDON**

Le conseil municipal d'AVERDON a émis un avis **défavorable** en date du 14 avril 2011 motivé par :

- les nombreuses remarques formulées lors de l'enquête publique en la défaveur des installations industrielles sur le site de « La Saucé » liées à l'écologie (protection des busards)
- les remarques de la fédération des chasseurs du Loir et Cher non prévenue par la mise en place de la carrière
- les observations défavorables des riverains directement concernés par la pollution sonore et visuelle
- la dégradation des terres agricoles proches de la carrière considérées comme les plus fertiles de la commune
- la faible compensation financière éventuelle à verser à la commune (indemnité à la tonne sur le produit extrait).

#### **2.4.2. Avis du conseil municipal de CHAMPIGNY EN BEAUCE**

Le conseil municipal de CHAMPIGNY EN BEAUCE a émis un avis **favorable** en date du 17 février 2011.

#### **2.4.3. Avis du conseil municipal de MAROLLES**

En date du 12 avril 2011, le conseil municipal de MAROLLES a émis un avis **favorable sous réserve** que les remarques suivantes soient prises en considération :

- *des interrogations se posent sur le transit des poids lourds qui doivent se rendre sur la carrière. Certains poids lourds transitent par le bourg de MAROLLES et ne respectent pas la limitation fixée à 12 tonnes, ce qui engendre des frais de réfection sur les fondations de voirie non appropriée à ce genre de trafic*
- *l'implantation de la carrière dans la zone est une incohérence avec la ZPS, à la préservation des zones sensibles comme la population des busards.*

#### **2.4.4. Avis du conseil municipal de MULSANS**

Le conseil municipal de MULSANS a émis un avis **favorable** en date du 8 mars 2011.

#### **2.4.5. Avis du conseil municipal de MAVES**

Le conseil municipal de la commune de MAVES n'a pas émis d'avis à ce jour.

#### **2.4.6. Avis du conseil municipal de VILLERBON**

Le conseil municipal de la commune de VILLERBON n'a pas émis d'avis à ce jour.

### **2.5. Avis des services consultés**

#### **2.5.1. Avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS)**

Le SDIS a émis un avis favorable en date du 22 février 2011 en préconisant les recommandations suivantes :

- *Disposer à bord des engins de chantier, des extincteurs appropriés aux risques à défendre. Ils seront maintenus en bon état de fonctionnement et vérifiés périodiquement.*
- *Etablir des consignes précisant la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incendie, qui seront diffusées à tous les membres du personnel.*
- *Afficher de manière visible les interdictions de fumer à proximité de la zone de distribution de carburants et d'entretien des matériels.*
- *Prévoir un moyen de liaison permettant d'alerter les secours (tel 18 ou 112) dans les plus brefs délais.*
- *Interdire l'accès du site à toute personne étrangère à l'exploitation.*
- *Positionner des bouées et gilets de sauvetage à proximité du plan d'eau*
- *Appliquer toutes les autres dispositions prévues dans le dossier et non reprise dans cette étude.*

Les recommandations du SDIS sont reprises dans la proposition d'arrêté jointe.

#### **2.5.2. Avis du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile (SIDPC)**

Le SIDPC a émis un avis favorable en date du 2 février 2011 sous réserve de la mise en œuvre des mesures de sécurité préconisées dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter.

#### **2.5.3. Avis de la Direction Régionale des affaires culturelles. Service régional de l'archéologie (DRAC)**

La DRAC a été sollicitée pour avis sur le projet et a répondu le 16 février 2011.

La réponse de la DRAC a consisté à notifier à Monsieur le préfet de Loir-et-Cher un arrêté (n° 11/0084 du 16 février 2011) définissant les modalités de saisine du préfet de la région (Direction régionale des affaires culturelles du Centre, service régional de l'archéologie) Centre au titre de l'archéologie préventive dans le cadre du projet de carrière présenté par la société BSTP.

Cet arrêté dispose en particulier que, six mois au moins avant le début d'exploitation de chaque tranche de travaux, la société BSTP devra en informer le préfet de la région Centre (Direction régionale des affaires culturelles du Centre, service régional de l'archéologie) qui disposera alors d'un délai de 2 mois pour prescrire un diagnostic, faire connaître son intention d'édicter une prescription de fouilles ou de modifier la consistance du projet.

Les modalités de saisine du préfet de la région Centre sont intégrées dans la proposition d'arrêté préfectoral jointe.

#### **2.5.4. Avis de la Direction Départementale des Territoires (DDT)**

La DDT a fait part des observations suivantes le 22 avril 2011 :

- Prévention des risques :  
Avis favorable

- Service de l'économie agricole et du développement rural :

Avis favorable sous réserve de la prise en compte des droits des exploitants agricoles en place.

- Eau

- Unité « Maîtrise des pollutions de l'eau » :

Au regard des relevés piézométriques et des plus hautes eaux connus (97 et 101 NGF), il serait préférable de relever le fond de fouille à la cote NGF 103,00 afin de conserver une épaisseur de matériaux de plus de 2 mètres au-dessus de l'aquifère.

- Unité « Gestion quantitative et morphologie des cours d'eau » :

Le pétitionnaire présente dans le dossier fascicule n°1 aux pages 76 et 77 deux attestations signées par \_\_\_\_\_ et \_\_\_\_\_ exploitants agricoles autorisant la société BSTP à utiliser à des fins industrielles le forage agricole n° 0483X01010/F. Ce forage situé dans la parcelle n°19 sera compris dans le périmètre de la carrière et fera l'objet d'un prélèvement de 10m³/j ou 10 m³/h (page 25 du dossier) pour un besoin industriel. La nappe de Beauce étant en Zone de Répartition des Eaux, tout nouveau volume supplémentaire ne peut être autorisé en l'absence de modalités permettant de revenir à un équilibre entre les usages (Cf. SAGE en cours sur les modalités qui seront retenues). Afin de bien cerner les besoins de chaque usage (agricole et industriel) concernant ce forage, le pétitionnaire précisera le volume horaire, la durée d'utilisation journalière et le volume total annuel.

Par ailleurs l'exploitant agricole déterminera ses besoins en eau pour l'irrigation en indiquant les surfaces et les cultures.

Cette disposition déterminera la clef de répartition des différents usages (agricole et industriel) sachant que le volume demandé pour les besoins de ce forage ne peut aujourd'hui dépasser la volume autorisé au travers de la gestion volumétrique mise en place uniquement pour l'irrigation. En outre, il devra être conforme aux dispositions du SDAGE et au projet du SAGE BEAUCE.

De plus, le pétitionnaire détaillera les aménagements de protection du la tête de forage conformes aux dispositions de l'arrêté de prescriptions générales du 11 septembre 2003 relatif aux forages.

- Avis sur les incidences Natura 2000

Sur ce volet l'avis est **très défavorable** aux motifs suivants :

- 1) le diagnostic de l'évaluation des incidences est erroné puisqu'il fait l'impasse sur l'intérêt majeur que constitue l'emprise du projet et ses abords vis à vis du busard cendré (proximité de la Cisse notamment). Le DOCOB décrit les communes d'Avordun et de Marolles comme étant le noyau de la population nicheuse de cette espèce qui représente, rappelons-le, l'un des enjeux principaux de la désignation de la N2000 ZPS Petite Beauce ;
- 2) la conclusion du pétitionnaire conclut à tort à l'absence d'incidence significative sur le N2000 en occultant les nuisances du projet pour l'accomplissement du cycle vital du busard cendré ;
- 3) les mesures compensatoires proposées ne sont pas de nature à réduire significativement les incidences, étant précisé que la seule alternative acceptable au regard de l'enjeu pour le busard cendré serait de déplacer le projet.

L'avis complet est joint en annexe au présent rapport.

#### **2.5.5. Avis de l'Agence Régionale de Santé (ARS)**

L'ARS a formulé les observations suivantes en date du 21 février 2011.

- Alimentation en eau potable :

L'étude d'impact ne comporte aucune indication concernant le mode d'alimentation en eau potable du site. Ce point doit être précisé.

- Evaluation des risques sanitaires :

L'étude d'impact comporte un volet sanitaire identifié mais incomplet.

Les émissions de poussières correspondent au risque principal à prendre en compte, l'évaluation des risques est insuffisante pour ce paramètre.

En effet, aucune estimation sur site et hors site de la concentration des poussières n'a été menée. Ainsi, aucun indice de risque ou d'excès de risque n'a pu être calculé. L'absence d'une telle caractérisation n'est pas justifiée.

Par ailleurs, le dossier ne comprend aucune donnée sur les effets toxiques de chaque fraction de poussières. Ce point doit être complété.

A noter que le site n'est pas situé dans le périmètre de protection rapprochée du captage de « Villiers » sur la commune d'Averdon. Ce captage fait partie de la liste des captages « Grenelle » qui feront l'objet d'une procédure particulière relative aux pollutions diffuses.

L'ARS a indiqué qu'elle ne pouvait pas émettre d'avis motivé à l'autorisation sollicitée compte tenu des éléments attendus portant sur les observations précitées.

#### **2.5.6. Avis du Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine de Loir et Cher (SDAP)**

La SDAP a émis un avis favorable en date du 16 février 2011.

#### **2.5.7. Avis de l'Institut National de l'Origine et de la Qualité (INAO)**

L'INAO a indiqué le 2 février 2011 qu'il n'avait aucune objection à formuler à l'encontre du projet.

#### **2.5.8. Avis du Président du Conseil Général**

Le Président du Conseil général a indiqué en date du 2 février 2011, qu'il n'avait pas d'observation particulière à formuler sur ce projet en matière d'environnement.

L'avis précise également que : « S'agissant de l'accès projeté à la carrière, je vous informe qu'un avis favorable a déjà été formulé (cf. courriers des 24 juillet et 07 décembre 2009) et que la permission de voirie a été délivrée. Il est notamment indiqué dans la permission de voirie que l'accès à la RD n°924 sera aménagé avec une sur largeur d'évitement ».

### **2.6. Réponses apportées par l'exploitant**

#### **2.6.1.A la Direction Départementale des Territoires (DDT)**

L'exploitant a répondu à la DDT le 2 mai 2012 :

- Cote de fond de fouille :

Une étude d'impact a pris en compte un suivi des niveaux piézométriques sur la nappe au droit du site au moyen de 4 piézomètres implantés spécifiquement. Ce suivi a permis de préciser les plus hautes eaux connues sur le site et de définir ainsi les cotes de fond de fouille en adéquation avec les recommandations de la note de doctrine commune n°2 d'août 2008 du MEDDAT.

Cette note de doctrine permet les extractions jusqu'à 1 mètre au dessus des plus hautes eaux connues dans le cadre d'une carrière partiellement remblayée à l'aide de matériaux inertes, ce qui est le cas du projet de la Saule.



Ainsi, ces mesures ont conduit la société BSTP à solliciter l'exploitation du gisement jusqu'aux cotes :

- 99 m NGF en phases 3 et 4,
- 100,5 m NGF en phases 2 et 5,
- 102 m NGF en phases 1 et 6.

Afin de répondre à la demande de la DDT, la cote des extractions pourra être relevée à :

- 99 m NGF en phases 3 et 4,
- 101 m NGF en phases 2 et 5,
- 103 m NGF en phases 1 et 6.

Cependant, en raison du gradient de la nappe, de la relative faible épaisseur de gisement exploitée (1 unique front de 15 m maximal) et la qualité croissante des matériaux avec la profondeur, la société BSTP souhaite maintenir sa demande d'autorisation d'exploiter à différentes profondeurs en fonction des phases.

On rappellera également qu'un suivi piézométrique sera mis en place sur les 4 piézomètres et permettra de confirmer la cote de la nappe par rapport à la cote du fond de fouille et d'assurer ainsi l'exploitation du site à soc sans pompage d'exhaure.

• Utilisation du forage agricole :

La société BSTP prévoit le prélèvement d'eau sur le forage agricole voisin à raison d'un volume quotidien de 10 m<sup>3</sup>/j (en non 10 m<sup>3</sup>/h comme indiqué par erreur au fascicule 1 - page 25), à raison de 220 jours par an, soit un volume annuel prélevé de 2200 m<sup>3</sup>/an.

Ce prélèvement sera effectué grâce à la pompe actuellement en place dans le forage et respectera ainsi le débit actuellement autorisé.

Le prélèvement destiné à la carrière sera « inclus » dans le volume autorisé pour l'agriculture. Il n'y aura pas de prélèvement supplémentaire.

Les prélèvements pour la carrière et pour l'agriculture seront contrôlés au moyen de 2 compteurs séparés.

La société aménagera la tête du forage avec :

- la mise en place d'un bâtiment fermant à clé,
- alimentation électrique de la pompe se substituant à l'usage du groupe électrogène (et donc d'hydrocarbures) au niveau du forage,
- mise en place de 2 compteurs.

La société BSTP contactera la police de l'eau préalablement à ces travaux de manière à valider ces aménagements.

• NATURA 2000 :

A la suite de l'enquête publique, un tiers expert (Muséum National d'Histoire Naturelle) a été nommé pour lever les doutes soulevés par «Loir-et-Cher Nature » sur la prise en compte de certains oiseaux dans la notice d'incidence Natura 2000.

Le rapport du MNHM a confirmé le sérieux de l'étude d'impact et levé les doutes soulevés par «Loir-et-Cher Nature ».

Une réunion de travail a eu lieu à la suite de la remise de ce rapport pour préciser les mesures à mettre en œuvre pour limiter les impacts ou même favoriser les conditions de vie locales des oiseaux. Elles sont synthétisées dans le note jointe en annexe 3.

La note précitée constitue les réponses apportées par la société BSTP aux mesures d'accompagnement proposées par le tiers expert. Il est fait référence à cette note au § 2.9.4. Elle est jointe en annexe au présent rapport.

## **2.6.2.A la DT de l'Agence Régionale de Santé (DT ARS)**

L'exploitant a répondu à la DT de l'ARS le 2 mai 2012.

• Eau potable :

Le site de la Saule ne sera pas relié au réseau d'adduction d'eau potable public.

Les besoins en eau sur le site seront assurés par :

- un prélèvement d'eau sur le forage agricole voisin pour les eaux industrielles et sanitaires,
- une fourniture d'eau embouteillée pour l'eau de boisson, point évoqué dans le dossier au fascicule 1,

• Evaluation des risques sanitaires :

Le volet sanitaire relatif aux poussières est repris et complété en annexe 2.

Au préalable il convient de rappeler les éléments suivants :

- Le projet de la Saule exploite un gisement calcaire, dont la nature géologique exclut la présence de quartz et les risques associés à l'inhalation de silice (silicose).
- La société BSTP, et le groupe NIVET auquel elle est affiliée, n'exploitent pas encore de carrière de matériaux calcaires. Il n'est donc pas possible de présenter de résultats de retombées de poussières (plaquette de dépôts) ou d'exposition des employés aux poussières inhalables (CIP 10) sur des sites semblables au projet.
- Le site est particulièrement isolé des habitations riveraines qui sont toutes localisées à plus de 600 mètres du site.
- L'abattage des poussières sur le site sera un objectif primordial pour BSTP, afin d'assurer la propreté du site, mais surtout afin de garantir l'absence de boues et poussières sur le réseau routier voisin (RD 924) ;
- Un suivi des retombées de poussières et de l'exposition du personnel aux poussières inhalables sera mis en place sur le site.

• Captage de « VILLIERS » :

Comme évoqué par l'ARS le projet se situe en dehors du périmètre de protection du captage de Villiers.

On rappellera que :

- le projet exploitera le calcaire de Beauce, qui n'est pas l'aquifère exploité par le captage de Villiers.
- L'aquifère de la craie exploité par le captage de Villiers est protégé par un horizon marneux imperméable.
- La société BSTP s'engage à restaurer le forage agricole et à limiter ainsi les risques d'altération de la qualité des eaux de la nappe de la craie.

## **2.7. Avis de la DDT et la DT ARS suite aux réponses de l'exploitant**

### **2.7.1. Avis de la DT de l'ARS**

La société BSTP m'a transmis, par courrier du 2 mai 2012, les compléments d'information relatifs à la société citée en objet.

L'étude de ce document appelle de ma part les observations suivantes :

Alimentation en eau potable :

Les points d'eau à usage sanitaire seront alimentés par un forage agricole. Aussi, l'information « eau non potable » doit être visible au niveau de chaque point d'eau.

Evaluation des risques sanitaires :

Aucune estimation, sur le site et hors site, de la concentration des poussières n'a été possible.

Je prends bonne note que l'abattage des poussières ainsi qu'un suivi des retombées des poussières va être mis en place dès le démarrage de l'activité de la carrière ;

Compte tenu des compléments fournis et de l'éloignement des habitations, j'émet un avis favorable à l'autorisation sollicitée.

### **2.7.2. Avis de la DDT**

Par un courriel en date du 15 mai 2012 la DDT a apporté à l'UT DREAI, les éléments de réponse suivants sur le volet « police de l'eau » :

- pour ce qui est des prélèvements en eau c'est d'accord. La tête de forage sera protégée et il n'y aura pas de prélèvements supplémentaires.
- En ce qui concerne les aspects qualitatifs, compte tenu de la sensibilité de l'aquifère (sols calcaires), la proposition de phasage avec relèvement de la cote d'extraction, est acceptable.

Par un second courriel en date du 21 mai 2012 la DDT a apporté à l'UT DREAL les éléments de réponse suivants sur le volet « Natura 2000 » :

L'avis sur le dossier fourni est globalement favorable, sous réserve toutefois de la prise en compte des remarques suivantes :

- La prescription du tiers expert relative à l'absence d'intervention préalable à l'exploitation (fouilles archéologiques, décapages) doit être reprise.
- Le suivi ornithologique devra être amorcé dès le début de l'exploitation et non après mise en place des mesures d'accompagnement / réduction puisque ces dernières, de par leur nature, s'échelonneront sur plusieurs années.

## **2.8. Réunion du 15 avril 2011**

Au vu du déroulement de l'enquête publique, la DREAL CENTRE a organisé une réunion d'échanges entre les différentes parties prenantes le 15 avril 2011. Ont été représentés à cette réunion : la DREAL CENTRE (UT 41 et SEB), la DDT 41, la société BSTP, le CDPNE, l'association LCN, les bureaux ECOSPHERE et GEOARMOR et l'ONCFS.

En conclusion de la réunion, il a été convenu en accord avec les différentes parties présentes, que l'étude d'incidence NATURA 2000 d'août 2009 établie par le bureau d'études ECOSPHERE, devra faire l'objet d'une analyse critique par un organisme tiers expert. Le Muséum National d'Histoire Naturel évoqué lors de la réunion a recueilli l'assentiment des participants pour ce travail de tierce expertise.

Cette proposition a été actée et notifiée à l'exploitant par un courrier préfectoral du 11 juillet 2011 auquel était annexé le cahier des charges de la tierce expertise.

A noter que le cahier des charges précité rédigé conjointement par les services de la DREAL et de la DDT41 prévoyait l'exploitation des données collectées sur les 20 dernières années par l'association Loir-et-Cher Nature.

## **2.9. Tierce expertise**

### **2.9.1. Réunion de lancement**

La tierce expertise confiée au MNHN a été lancée lors d'une réunion qui s'est tenue le 13 septembre 2011 dans les locaux de l'UT DREAL à Blois. Ont participé à cette réunion : la DREAL (UT, SEB), la DDT et la société BSTP.

Pour le MNHN c'est \_\_\_\_\_, Directeur du Service du Patrimoine Naturel, qui était présent en sa qualité tiers expert en charge du dossier.

Suite à cette réunion de lancement le cahier des charges définitif a été notifié à la société BSTP par un courrier de l'UT DREAL en date du 14 octobre 2011.

### **2.9.2. Réunion de restitution**

Lors d'une réunion qui s'est tenue le 1<sup>er</sup> mars 2012 au siège de la DREAL à Orléans, le tiers expert a présenté à l'ensemble des parties présentes à la réunion du 15 avril 2011 précitée, son projet de rapport et ses conclusions (rapport SPN 2012 – 23 de février 2012).

A noter que préalablement à cette réunion toutes les parties prenantes avaient été rendues destinataires du projet de rapport de tierce expertise.

Lors de cette réunion chacun s'est exprimé faisant parfois valoir un ou plusieurs points de désaccord avec le tiers expert qui a défendu ses conclusions en acceptant toutefois d'apporter quelques modifications à son rapport.

Par exemple, suite aux échanges avec LCN et l'exploitant, le tiers expert a proposé que pendant les 2 premières années d'exploitation aucun tir de mines ou activité de concassage n'ait lieu entre le 15 avril et le 10 juin, afin de limiter d'éventuelles perturbations lors de l'installation des oiseaux nicheurs.

### 2.9.3. Rapport final de tierce expertise

L'UT DREAL a été rendue destinataire du rapport final de tierce expertise (rapport SPN 2012 -23-V2 d'avril 2012) via une transmission de la société BSTP le 2 mai 2012.

Les éléments conclusifs de ce rapport sont présentés ci dessous.

#### Réponses aux questions posées dans le cahier des charges :

A la question : la méthodologie de l'étude d'incidence est elle appropriée eu égard aux espèces et habitats concernés, le tiers expert répond :

***« En conclusion des éléments qui précèdent, la méthodologie de l'étude d'incidence est donc appropriée eu égard aux espèces et aux habitats concernés ».***

A la question : les données collectées sont elles suffisantes pour appréhender les impacts sur les espèces protégées et les habitats de la ZPS, des données complémentaires sont elles nécessaires pour affiner l'analyse, le tiers expert a répondu :

***« En conclusion, les données disponibles sont particulièrement fournies et permettent un diagnostic robuste. Il n'est pas nécessaire de disposer de données complémentaires pour affiner le diagnostic ».***

A la question : quel est l'impact des activités extractives dans la zone eu égard aux données connues sur le ZPS qui comporte d'autres carrières en exploitation, ou dans d'autres contextes similaires concernant les mêmes espèces. Définition d'un périmètre maximal d'influence de cette activité par rapport aux espèces concernées.

Le tiers expert a répondu :

***« En conclusion, il apparaît clairement que les activités extractives actuelles n'ont pas d'impact significatif sur la répartition des busards reproducteurs. Il est également patent que la présence d'une carrière n'empêche pas les busards de s'installer, y compris à proximité immédiate sous réserve que des milieux favorables à la nidification de l'espèce existent aux abords. Enfin, la répartition des couples de busards doit s'envisager non seulement vis à vis de l'implantation des nids mais également et peut-être surtout en fonction des domaines vitaux de ses couples ».***

A la question : les mesures de suppression, réduction ou compensation d'impacts proposées sont-elles pertinentes et suffisantes. Dans la négative, quelles autres mesures et/ou quelles modifications du projet sont préconisées pour assurer la compatibilité du projet avec les espèces protégées.

Le tiers expert a répondu :

***« Bien que l'état de conservation des espèces « cibles » ne soit pas susceptible d'être remis en cause par le projet, l'emprise même modeste de la future carrière engendrera une faible perturbation locale qui pourra être compensée par des mesures adaptées ».***

Dans son rapport le tiers expert propose des mesures pour compenser ou accompagner les impacts du projet, avant et pendant l'exploitation, et pour la remise en état.

A la question : en cas d'autorisation du projet, une surveillance des impacts de l'exploitation est-elle nécessaire. En préciser les principales composantes (nature, périmètre, durée,...).

Le tiers expert a répondu.

***« L'efficacité des mesures concernant l'atténuation des impacts résiduels pourra utilement être évaluée au travers d'un protocole de suivi sur le long terme ».***

Dans son rapport le tiers expert propose un suivi des sites de nidification dans un rayon de 3 km autour du site d'exploitation pour mesurer de l'efficacité des mesures d'accompagnement proposées.

### 2.9.4 Réponse de l'exploitant aux mesures complémentaires proposées par le tiers expert

Suite à la réunion du 1<sup>er</sup> mars 2012 l'exploitant a proposé, avec l'aide de son bureau d'études, une réponse aux mesures d'accompagnement suggérées par le tiers expert.

Cette réponse transmise à l'UT DREAL le 2 mai 2012 est formalisée dans un document de mars 2012 libellé « Note de synthèse sur les mesures complémentaires concernant le projet de carrière d'Averdon ». Ce document est joint en annexe au présent rapport.

Par un courrier en date du 24 mai 2012 la société BSTP s'est engagée à mettre en œuvre les mesures d'accompagnement décrites dans la note précitée.

Concernant la gestion en jachère agricole de la parcelle voisine à celle du projet, la société BSTP a indiqué dans le courrier précité : « une convention de gestion à notre profit, sur les parcelles ZK n° 7 et n° 8, situées au nord de notre projet, d'une surface totale de 17 ha, est en cours de rédaction devant nos notaires respectifs ».

### **3. MESURES PRISES POUR PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT DU SITE**

Les enjeux environnementaux principaux susceptibles d'être impactés par le projet sont :

- la faune et la flore,
- le risque de pollution accidentelle des eaux souterraines
- la transformation du paysage et la reconstitution des sols.

Les autres thématiques ayant un enjeu environnemental moindre sont néanmoins décrites ci-dessous.

#### **3.1.1.Faune et flore.**

Voir le § 2.9 relatif à la tierce expertise et les mesures d'accompagnement retenues par l'exploitant suite aux conclusions de la tierce expertise (§ 2.9.4 ci-dessus)

#### **3.1.2.Eaux souterraines**

Afin de garantir la protection de la nappe, la profondeur d'extraction sera limitée à 2 m au-dessus du niveau des plus hautes eaux et il sera procédé à un remblayage sur une épaisseur de 6 m au moyen de matériaux inertes et de terres végétales. Un suivi qualitatif semestriel de la nappe sera effectué sur 4 piézomètres, 2 positionnés en amont hydrogéologique et 2 en aval.

Il n'y aura pas de stockage de carburants sur le site. Le plein des engins sera réalisé par livraison bord à bord sur une aire étanche équipée d'un séparateur à hydrocarbures doté d'une vanne d'isolement.

Les eaux issues de l'aspersion des pistes, des installations et du décroqueur transiteront par un bassin de décantation puis un séparateur à hydrocarbures doté d'une vanne d'isolement.

Les eaux sanitaires seront traitées par un dispositif d'assainissement autonome.

#### **3.1.3.Impact paysager**

Les terrains concernés par la demande d'exploitation de la carrière ainsi que les terrains au voisinage immédiat sont en totalité voués à un usage agricole.

L'altitude initiale des terrains est de 115 m NGF. La remise en état sera réalisée par remblayage partiel de l'excavation issue de l'extraction des matériaux calcaires à une cote comprise entre 105 et 108 m NGF.

Pour palier à l'abaissement de la topographie (compris entre 7 et 10 m), la cote de remblaiement sera raccordée aux terrains avoisinants par des pentes de 15 % maximum. La remise en état sera à vocation agricole. Le paysage apparaîtra transformé sans que ne soient cependant discernables les traces de l'activité passée de l'exploitation.

Une végétalisation soignée sera mise en place particulièrement aux abords de la RD n°924 permettant ainsi de limiter les vues de la carrière en exploitation depuis la RD 924 et les hameaux situés à l'Est et au Nord-Est (Mezières et Champouteau) :

- Côté Est, la haie existante de 6 m de hauteur actuelle sera préservée
- Des haies pluristratifiées haute sur le flanc extérieur du remblai périphérique au Nord-Est (environ 300 m) et au Sud-Est (environ 150 m) seront implantées.

#### **3.1.4.Eaux superficielles**

Le projet d'exploitation de la carrière n'intercepte aucun fossé ou cours d'eau. La présence d'eau dans la carrière sera liée aux eaux météoriques en période pluvieuse et aux eaux de ruissellement issues de l'aspersion des pistes, de la plate-forme où se trouve les installations et du pédiluve pour les camions. Ces eaux transiteront par un bassin de décantation de 200 m<sup>3</sup> et seront rejetées vers le carreau de la carrière après passage dans un séparateur d'hydrocarbures. Les eaux pluviales ainsi collectées en fond de fouille s'infiltreront naturellement.

#### **3.1.5.Air**

Les principaux rejets atmosphériques liés à l'activité de la carrière sont les émissions de poussières dues à la circulation des véhicules et engins d'extraction, et au transport et traitement des matériaux, essentiellement en période sèche.

Des systèmes d'asperseurs et de brumisateurs seront installés au niveau des jetées de matériaux. Une humidification permanente des pistes de circulation par des asperseurs fixes situés le long des pistes principales est prévue.

L'exploitant aura l'obligation de réaliser des contrôles annuels de retombées de poussières dans l'environnement.

#### **3.1.6.Déchets**

Le fonctionnement de la carrière n'engendrera que très peu de déchets qui seront traités suivant des filières réglementaires.

#### **3.1.7.Bruit**

Une étude spécifique a été réalisée afin de fournir une évaluation des niveaux sonores de la future zone d'exploitation au niveau des habitations les plus proches. La modélisation théorique des émergences montre que l'émergence admissible de 6 dB (A) est respectée [3 dB (A) estimé] au niveau des habitations les plus proches qui sont le hameau de Mézières situé à 600 m, le hameau de Villiers situé à 920 m et hameau de Champouteau situé à 1km de la limite de la future extension. Des mesures des niveaux sonores seront réalisées dans les 6 mois après le début de l'exploitation.

#### **3.1.8.Vibrations**

Les impacts dans ce domaine découlent de la réalisation de tirs de mines pour l'abattage des matériaux calcaires. Il est prévu 20 à 25 tirs par an en moyenne.

Une mesure de la vitesse particulière sera réalisée par un organisme compétent dès les premiers tirs, puis à minima tous les ans.

Par ailleurs, un sismographe sera mis en place à chaque tir au niveau des habitations les plus proches. L'emplacement du matériel de mesure sera retenu en accord avec les habitants concernés.

### **3.1.9. Trafic routier**

L'activité de la carrière entraînera un trafic routier de 64 à 86 camions par jour, soit 1,5 à 2 % du trafic global sur le RD n°924, et 12 à 16 % du trafic de poids lourds.

L'accès au site depuis la RD n°924 sera aménagé suivant les recommandations du Conseil Général avec notamment un élargissement de la chaussée permettant aux camions de ne pas bloquer la circulation sur la RD n°924.

Un rappel sera fait aux chauffeurs concernant l'interdiction de traverser la commune d'AVERDON par la RD n°162 en les incitant à utiliser la rocade Nord de Blois pour rejoindre la RD n°957 en direction de Vendôme.

### **3.1.10. Risques naturels**

Les risques naturels sont faibles et ont été pris en compte par l'exploitant.

### **3.1.11. Effets sur la santé**

L'étude d'impact traite des effets sur la santé en concluant que les populations ne sont pas exposées à des risques particuliers induits par les activités de la carrière.

### **3.1.12. Risques technologiques**

Les principaux risques étudiés dans le dossier concernent l'incendie, les tirs de mines et les rejets accidentels.

Les zones d'effets restent circonscrites au site et les phénomènes dangereux susceptibles de se produire présentent un risque acceptable.

Concernant la canalisation de gaz (DN 750) qui passe au Nord-Est du site sur son emprise, l'exploitant a prévu de ne pas exploiter les terrains à moins de 150 m de cette canalisation. Dans son courrier du 2 juillet 2008 la société GRT Gaz recommande de respecter une distance minimale d'éloignement de 100 mètres pour les tirs et de 5 mètres minimum pour les mises à la terre des installations.

Le projet d'arrêté prévoit que les tirs sont interdits à moins de 150 m de la canalisation et que les prises de terres des installations sont éloignées de la canalisation d'au minimum 10 m.

### **3.1.13. Remise en état**

La vocation principale de la remise en état finale est un retour à l'état agricole.

Le projet prévoit une remise en état progressive du site à mesure de l'avancement de l'extraction des matériaux.

Le fond du carreau sera remblayé de 6 m minimum d'épaisseur d'inertes d'extérieur, de stériles de production et de terre végétale.

### **3.1.14. Garanties financières**

Les garanties financières ont été calculées sur la base forfaitaire du montant de référence tel que défini par l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié par l'arrêté du 24 décembre 2009. Le pétitionnaire a prévu l'exploitation du site et sa remise en état en 6 phases quinquennales.

Le montant à garantir pour chaque phase est de l'ordre de 400 000 € (Cf. montants exacts sur projet d'arrêté joint).

#### **4. AVIS DU SERVICE INSTRUCTEUR**

Le commissaire enquêteur a émis un avis favorable assorti de réserves qui ont toutes été levées par l'exploitant.

Les chefs de services consultés au cours de la procédure ont finalement tous émis des avis favorables après avoir obtenu des réponses de l'exploitant, conduisant dans certains cas à des ajustements apportés au projet.

Les conseils municipaux qui se sont exprimés ont tous émis des avis favorables, excepté celui du lieu d'implantation du projet de carrière. Les motivations de cet avis défavorable sont précisées au § 2.4.1 du présent rapport.

Le tiers expert ( du Muséum National d'Histoire Naturelle) retenu pour donner un avis sur le sujet de l'impact de la carrière sur la préservation des espèces de la ZPS Petite Beauce, et notamment sur le Busard, a conclu sans ambiguïté que la conservation des espèces « cibles » ne serait pas remise en cause par le projet qui engendra une simple perturbation locale, qui pourra être compensée par des mesures adaptées qu'il a proposées et qui ont en grande partie été reprises par l'exploitant.

Compte tenu des compléments et ajustements apportés par l'exploitant à son projet suite aux avis exprimés au cours de la procédure, notamment suite aux rapport de la tierce expertise qui lève une partie des craintes exprimées par le public, le conseil municipal d'AVERDON et le service de la DDT sur l'atteinte potentielle aux espèces protégées de la ZPS Petite Beauce, le service instructeur émet un avis favorable au projet.

#### **5. CONCLUSION ET PROPOSITIONS**

Compte tenu des résultats de la procédure exposés ci dessus, des ajustements apportés à son projet par le pétitionnaire et des mesures d'accompagnement prévues pour limiter l'impact du projet sur la ZPS Petite Beauce, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de Loir-et-Cher de donner une suite favorable à la demande d'autorisation d'exploiter présentée par la société BSTP sur le territoire de la commune de AVERDON, sous réserve du strict respect des dispositions du projet d'arrêté préfectoral joint.

L'inspection des installations classées propose également que ce rapport et le projet d'arrêté précité soient respectivement présentés et soumis à l'avis de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites, dans sa formation carrières, conformément à l'article R.512-25 du Code de l'environnement - Partie réglementaire.

L'inspecteur des installations classées pour la  
protection de l'environnement

Pour le Directeur,

PJ : 2 :  
- Note de synthèse BSTP  
- Avis initial DDT sur volet Natura 2000.

Copie : DREAL (SEIR, SEB)



## Annexes au rapport référencé n° 2012/190-CD du 30 mai 2012

### Avis initial complet de la DDT sur le volet NATURA 2000 :

#### Concernant les données existantes : (données LCN)

Le site concerné par le projet fait l'objet d'un suivi ornithologique précis depuis plus de 30 ans par l'association Loir et Cher Nature (LCN). Le busard Saint-Martin et le busard Cendré sont tout particulièrement concernés par ce suivi. Rappelons que le busard Cendré représente l'un des enjeux principaux de la désignation du site Natura 2000 ZPS petite Beauce, dans la mesure où l'espèce, bien que clairement établie en tant que nicheuse, est en nette régression à l'échelle du site.

Le travail de l'association Loir et Cher Nature a été l'une des bases de l'élaboration du document d'objectifs du site Natura 2000 « Petite Beauce ». (Le DOCOB précise en effet en p 36 : *L'association Loir et Cher Nature travaille souvent en collaboration avec le CDPNE et ce partenariat a été honoré dans le cadre de l'élaboration du DOCOB de la Petite Beauce. Pour la réalisation de la partie ornithologique du diagnostic écologique de l'association qui réalise un suivi des populations de busards sur le territoire de la Petite Beauce depuis une trentaine d'années.*)

Les données de LCN ne peuvent donc pas être ignorées, et constituent donc une des bases de travail à prendre en compte pour déterminer l'évaluation des incidences d'un projet sur l'aspect ornithologique au sein de la ZPS « Petite Beauce ».

Or sur la base des données collectées par LCN, le DOCOB (p 64 et 65 notamment) fait apparaître la commune d'Averdon notamment, comme étant un des sites centraux, de reproduction du busard Cendré et du busard Saint-Martin.

Les suivis plus exhaustifs de LCN qui nous ont été communiqués concluent à l'importance stratégique de la zone concernée par le projet (lieu-dit La Saule sur la commune d'Averdon) pour la nidification des busards, et en particulier du busard cendré (du fait notamment de la proximité de la Cisse). Sur l'ensemble de la période de suivi soit 34 ans, environ 8 % de la population de busard cendré s'est reproduit dans un rayon de 1,5 km autour du projet de carrière. Ce constat est sensiblement identique que l'on considère l'ensemble de la période de suivi (31 sites de nidification de busard cendré) ou que l'on considère les 5 dernières années (4 sites).

LCN met également en évidence qu'aux abords des carrières situées en ZPS Petite Beauce, il n'y a pas (ou plus) de nidification de busards.

Enfin, LCN montre que le busard cendré est fidèle à ses sites de reproduction, ce qui l'expose particulièrement à toute perturbation du milieu.

#### Concernant l'étude d'impact écologique et des incidences N2000-Ecosphère :

Des griefs peuvent être émis concernant le diagnostic :

L'évaluation des incidences, fournie à l'appui du dossier de demande d'ouverture de la carrière, est réalisée par Ecosphère pour le compte d'ECE et de Géoarmor, et conclut à l'absence d'incidences significatives.

Il nous a été confirmé, lors de la réunion du 15/04/2011 à l'UT DREAL, en présence de l'ensemble des protagonistes du dossier, que l'objet de l'étude d'Ecosphère était de confirmer ou d'infirmer les conclusions défavorables d'une première étude confiée en 2008 au CDPNE. Cette dernière

concluait en effet, à la très forte sensibilité du site vis à vis du busard cendré en s'appuyant sur les données historiques de LCN.

Malgré ce contexte, aucun des éléments de diagnostic apportés par le CDPNE, relatifs au busard cendré n'est repris dans l'étude d'Ecosphère. Son caractère contradictoire est donc fortement discutable. L'étude CDPNE, uniquement citée dans la bibliographie, n'est pas non plus jointe au dossier.

Ce constat est d'autant plus surprenant que les représentants des bureaux d'étude Ecosphère et ECE lors de la réunion n'ont pas contesté les données de LCN et ont convenu que l'enjeu principal réside dans la prise en compte des perturbations vis à vis de la nidification du busard cendré.

Dans l'étude d'Ecosphère, la sensibilité de cette espèce au projet de carrière est traitée en 3 lignes. Page 54, il est précisé que « le busard cendré peut s'installer pour la reproduction à proximité de carrières si les milieux conviennent et si la fréquentation aux abords est modérée ». Cette affirmation contredit clairement les observations historiques de terrain de LCN sur la ZPS. A défaut de données bibliographiques permettant de juger le fondement de cette affirmation, nous ne pouvons pas la partager, sachant en outre que le bureau d'étude omet de nous préciser la distance au-delà de laquelle le non-dérangement est avéré.

Par ailleurs, il est à noter que l'étude Ecosphère omet d'analyser les effets cumulés du projet alors que l'implantation de la carrière est prévue au centre d'une zone où l'on recense déjà 3 carrières en exploitation distantes de 1,5 km à 5,5 km.

### Conclusions

Rappelons qu'au vu des effectifs en forte régression sur la ZPS (11 sites de nidification/an en moyenne ces dernières années), la perturbation d'un seul couple de busard cendré constitue de notre point de vue une atteinte significative à l'état de conservation de l'espèce à l'échelle du site.

**Dans ces conditions et au vu des données de terrain non contestables de LCN, la probabilité d'incidences significatives sur la reproduction du busard cendré est très forte et m'amène à donner un avis très défavorable au projet.**

J'ajoute que les mesures compensatoires actuellement proposées sont inopérantes vis à vis de l'enjeu majeur, qui est de maintenir la quiétude du secteur en période de reproduction au profit du busard cendré.

Compte tenu du contexte de plaine et des modalités d'exploitation envisagées, la distance de perturbation avancée par LCN de 1,5 km nous paraît tout à fait plausible. Si elle est confirmée, le déplacement du projet constituerait la seule alternative acceptable.

Le recours à une tierce expertise, proposé par l'UT DREAL, et pour lequel nous sommes favorables, devra déterminer la distance de perturbation de façon à analyser objectivement les effets cumulés de ce projet.



**NOTE DE SYNTHÈSE  
SUR LES MESURES COMPLÉMENTAIRES  
CONCERNANT LE PROJET DE CARRIÈRE  
D'AVERDON**

**Commune d'Averdon (Loir-et-Cher)**

MARS 2012



étude et aménagement des milieux naturels  
369, rue des romans, F-84100 St-Maur-des-Fossés  
tel: 33 (0)1.66.11.26.33, [contact@ecosphere.fr](mailto:contact@ecosphere.fr)

# 1. Introduction

## 1.1 - Présentation sommaire du projet

La Société Bourgo Solvège Travaux Publics (BSTP) souhaite exploiter, à ciel ouvert et pour une durée de 30 ans, une carrière de calcaires d'une superficie de 33 hectares au lieu-dit « Les Sauls » sur la commune d'Avallon. Ce projet se situe entièrement dans une zone à usage agricole. Il est situé au sein de la Zone de Protection Spéciale (ZPS) n° FR 24100-10 dite de « La Petite Bâconnie » désignée en mars 2005 au titre de la directive communautaire 79/409 dite « Oiseaux ».

## 1.2 - Contexte

Ce projet a fait l'objet d'un dossier d'étude d'impact écologique et d'incidence Natura 2000, réalisé en août 2009 par le bureau d'études ECOSPHERE.

Une demande d'autorisation d'exploiter a été déposée par BSTP auprès de la préfecture de Blois en mars 2010.

Le projet a reçu un avis favorable de l'autorité environnementale en date du 29 décembre 2010 dans lequel il est stipulé que « les impacts sont bien identifiés et bien traités » et qu'il « prend bien en compte les incidences directes, indirectes, permanentes ou temporaires de l'installation sur l'environnement ». Il est écrit également « qu'au vu des impacts présentés, l'étude prévoit de manière précise les mesures pour supprimer et réduire les incidences liées au fonctionnement de l'installation et qu'elles sont cohérentes avec l'analyse des enjeux environnementaux et les effets potentiels de l'installation ».

Un rapport d'enquête publique a été publié en mai 2011. Les diverses observations y ont été consignées et notamment les réserves émises par l'association Loire-et-Cher Nature (LCN), qui a contesté le principe de la carrière à cet endroit, le contenu et les conclusions de l'étude d'impact et d'incidence Natura 2000. Sur le fond, l'association a notamment émis des craintes sur le devenir de la population de Busards censés sur un secteur qu'elle considère comme primordial pour l'espèce. Le commissaire enquêteur a émis un avis favorable sous réserve toutefois qu'une force experte soit confiée à un organisme scientifique indépendant afin :

- de vérifier si les méthodologies utilisées pour l'étude d'impact et d'incidence Natura 2000 étaient appropriées au regard des espèces concernées ;
- de déterminer si les données disponibles auprès de LCN étaient suffisantes pour pouvoir apprécier les enjeux du site ;
- d'évaluer la portée des impacts du projet sur les populations de busards ;
- de déterminer si les mesures proposées étaient suffisantes compte tenu des enjeux du projet.

La force experte a été confiée en juillet 2011 au Service du Patrimoine Naturel (SPN) du Muséum National d'Histoire Naturelle (MNHN). Elle a fait l'objet d'un rapport en février 2012 qui a conclu que « les activités extractives n'auront pas d'impact significatif sur la répartition des busards reproducteurs et n'empêcheront pas les busards de s'installer, y compris à proximité immédiate » de la carrière. Une réunion de présentation de la force experte et de concertation entre les différents acteurs (Administration, exploitant, MNHN, ECOSPHERE, associations...) s'est tenue le 1<sup>er</sup> mars 2012 dans les locaux de la DREAL à Orléans.

À l'issue des échanges, des mesures ont été proposées afin de limiter l'impact du projet et de favoriser le maintien du Busard cendré dans le secteur d'Averdon.

## 2. Précision des mesures

La présente note a pour objet de lister et de préciser les actions susceptibles d'être mises en œuvre dans le cadre du réaménagement écologique de la carrière. Cette note complète le dossier de demande d'autorisation déposé par la société BSTP.

### 2.1 - Mesure de précaution

Afin de limiter le dérangement des oiseaux, notamment des couples nicheurs de Busard cendré jusqu'à ce que les pontes aient lieu, il est proposé qu'aucun tir de mine ni aucune activité de concassage ne se produise du 15 avril au 10 juin durant les deux premières années d'activité de la carrière. Au-delà du 10 juin, les pontes auront théoriquement eu lieu et l'espèce devrait continuer son cycle (couvaison, élevage des immatures) sans qu'il y ait un risque significatif d'abandon dû soit au fait de l'activité de la carrière.

### 2.2 - Mesures liées au réaménagement de la carrière

Conformément à la demande d'autorisation déposée par BSTP, la carrière fera l'objet d'un réaménagement à vocation agricole. Cependant, afin de favoriser l'implantation d'espèces patrimoniales (Cedronème criard, Busard Saint-Martin, Busard cendré...), il est proposé de convertir l'ensemble de la surface de la carrière en jachère agricole dont 50 % sera occupé par une luzerne. La jachère sera caractérisée par une végétation basse à tendance calcicole. Elle devra être entretenue de façon annuelle ou biennale afin de maintenir un couvert herbacé relativement pionnier pas trop haut (inférieure à 70 cm) avec des plages plus rases afin de favoriser la nidification de l'Cedronème criard et l'alimentation des busards.

S'agissant de la luzerne, sa fauche devra être réalisée tardivement soit après la fin du mois de juillet afin de ne pas risquer de détruire d'éventuelles nichées tardives de busards et d'autres espèces.

### 2.3 - Mesures d'accompagnement

En complément, afin de favoriser la nidification du Busard cendré, l'exploitant (BSTP) s'engage à l'acquisition d'une parcelle moyenne couvrant une surface d'environ 17 hectares et à son maintien en jachère agricole.

Elle devrait comprendre en son centre une surface d'environ 8 ha plantée en luzerne ou en céréales à paille de type blé, orge d'hiver et/ou seigle sans traitement et sans arrosage. Concernant les céréales, il est préconisé de limiter l'usage de régulateurs de croissance afin de permettre le développement d'une strate herbacée dense, d'une hauteur d'environ 70 centimètres, en réduisant cependant le risque de verse. L'exploitation ne devra pas avoir lieu avant le 30 juillet de façon à préserver les nichées.

L'autre moitié (environ 9 ha) située en périphérie devra être maintenue en jachère basse avec la même mode de gestion que celui décrit pour la carrière.

Afin de s'assurer de la mise en œuvre de bonnes pratiques agricoles, un rapport des objectifs et les modalités d'exploitation (organisation du parcelaire, type de cultures, modalités culturales, dates d'exploitation...) devront être définies préalablement dans une convention passée avec un exploitant agricole pour toute la durée d'exploitation de la carrière (30 ans, par période renouvelable de 5 ans).

#### 2.4 - Suivis ornithologiques

Afin de vérifier l'efficacité des mesures mises en œuvre, un suivi des populations des espèces nicheuses paléarctiques (busards, Océlolette criard et d'autres espèces susceptibles de s'installer) devra être assuré aux abords de la carrière dans un rayon d'environ 1500 mètres : recherche des localités de nids, quantification, comportement... Il devra être réalisé annuellement durant les cinq premières années après la mise en place des mesures afin de vérifier si les oiseaux s'habituent à la carrière. En cas de résultats positifs, le suivi pourra être poursuivi une fois tous les 5 ans sur la durée d'autorisation de la carrière. Si les résultats s'avèrent négatifs, un suivi annuel sera maintenu et les mesures mises en œuvre devront être adaptées et/ou complétées afin de favoriser davantage la situation du busard censuré, par exemple par la création d'autres jachères dans des espaces favorables plus éloignés de la carrière.